

Observatoire Parlement – Vague 8

Le Parlement et les citoyens : construire ou reconstruire le lien de confiance ?

Octobre 2025

Une étude Toluna Harris Interactive
pour Séance Publique et l'HEIP

Toluna Harris Interactive, Séance Publique et l'HEIP ont lancé en septembre 2022 l'« Observatoire Parlement », une étude barométrique qui permet de comprendre comment les Français suivent et s'approprient l'actualité du Parlement, de ses textes et de ses forces politiques. Cette huitième vague d'enquête fait le point sur la perception des différentes forces à l'Assemblée nationale, un an après les dernières élections législatives de juillet 2024 et avant la formation du gouvernement de Sébastien Lecornu. Cette étude s'intéresse également au regard que portent les Français sur les mouvements et initiatives citoyennes et leur prise en compte par les parlementaires.

Que retenir de cette étude ?

Une confiance dans la capacité des institutions à changer la vie des Français, qui continue de s'éroder

Interrogés sur les institutions ayant la capacité de changer la vie des Français, **les collectivités territoriales (58%), l'Assemblée nationale (51%), le Président de la République (50%) et le Premier ministre (50%)** sont perçues comme celles ayant le plus cette capacité. **Un constat globalement en baisse pour l'ensemble des institutions testées depuis un an et plus encore depuis la première mesure effectuée en octobre 2022 au début de la précédente législature.** A la lumière de la situation d'instabilité politique récente, 51% des Français estiment que l'Assemblée nationale a la capacité de changer la vie des Français (soit 10 points de moins qu'il y a 3 ans), tandis que 50% des Français pensent de même pour le Président de la République (soit un recul de 7 points depuis octobre 2022).

A l'avenir, **les Français souhaiteraient que les collectivités territoriales aient davantage de pouvoir** (46% ; stable depuis octobre 2022) et un tiers en ce qui concerne les conférences de citoyens tirés au sort (33%). **4 Français sur 10 penchent en revanche pour une limitation des pouvoirs du Président de la République (39%, stable sur un an) et 1/3 en ce qui concerne le Sénat (33%) et le Premier ministre (31%).**

La défiance s'installe progressivement à l'égard des parlementaires

A l'instar des mesures précédentes, **l'action d'aucun groupe parlementaire ne satisfait une majorité de Français. En effet, seuls 4 Français sur 10 se déclarent satisfaits de l'action des parlementaires du Rassemblement National, formation politique pourtant la plus positivement perçue et atteignant sa meilleure mesure (43%, +3)**, devant les parlementaires LR/Droite Républicaine (32%, +2), Horizons (28%, stable) et Ecologistes (27%, -1). En cette période d'instabilité gouvernementale, les autres groupes parlementaires recueillent une moindre confiance de la part des Français et atteignent pour la plupart leur plus bas niveau depuis le début de la mesure, qu'il s'agisse des parlementaires socialistes (25%, -2), UDR (25%, -1), LIOT (23%, -3), Renaissance (23%, -3), MoDem (19%, -3), Communistes (18%, -3) ou encore Insoumis (17%, -3).

Comme lors des précédentes législatures, **les Français considèrent majoritairement que l'opposition au gouvernement au sein du Parlement est le mieux représentée par les parlementaires du Rassemblement National : 44%, soit une progression de 4 points sur un an et de 6 points par rapport à mars 2024**. La France Insoumise se maintient dans le même temps comme la deuxième force d'opposition identifiée par les Français (24%, -1) devant les socialistes (11%, -1).

Dans ce contexte, et alors que nous avons interrogé les Français en amont de la nomination du premier gouvernement de Sébastien Lecornu, les sympathisants des formations politiques constituant l'actuelle majorité (Renaissance et Droite républicaine/LR) **apparaissent partagés quant à l'attitude à adopter face aux projets de loi du gouvernement, oscillant entre un soutien à tous les projets de loi et une évaluation au cas par cas des projets de loi du gouvernement : seuls 58% des sympathisants Ensemble estiment que les parlementaires Renaissance doivent voter tous les projets de loi du gouvernement et 35% des proches des LR concernant leurs parlementaires**. Concernant les sympathisants de formations politiques d'opposition on note que seule une minorité des proches du RN souhaite une opposition systématique de la part de leurs parlementaires (25%) tandis que seuls les proches de la France Insoumise attendent une attitude plus ferme de la part de leurs représentants (38%).

Des Français en accord avec le fait que le bureau de l'Assemblée nationale comporte des parlementaires issus de tous les groupes représentés

Alors que l'Assemblée nationale a effectué sa rentrée, le renouvellement de son bureau et des différents postes (vice-présidences, questures...) a eu lieu et a donné lieu à une redistribution des fonctions selon la représentativité des différents groupes parlementaires à l'Assemblée. Si à l'issue des élections législatives de 2024, les groupes politiques avaient poursuivi la logique de « front républicain » mise en place entre les deux tours des élections et n'avaient pas attribué de postes aux élus du Rassemblement National et de l'Union des Droites Républicaines

d'Éric Ciotti, la nouvelle répartition inclue de nouveau des postes pour ces groupes parlementaires.

Interrogés avant la nouvelle répartition de ces postes, **8 Français sur 10 estiment de manière générale que c'est une bonne chose que chaque groupe politique soit représenté au bureau de l'Assemblée nationale (79%)**, une opinion qui traverse d'ailleurs l'ensemble des sensibilités politiques. **Plus précisément, 2/3 des Français (64%) estiment plutôt que l'ensemble des groupes parlementaires doivent être représentés à l'Assemblée nationale, y compris le RN et le groupe UDR.** Si cette opinion est cette fois-ci partagée majoritairement par les proches du RN et de LR, les sympathisants Ensemble (Renaissance, Horizons, MoDem) se montrent partagés, une moitié d'entre eux partageant cette position (50%), une autre moitié approuvant plutôt la poursuite du « front républicain » de 2024 (50%). Notons également que les proches de formations politiques de gauche se montrent plutôt défavorables à la représentation du RN et de l'UDR au bureau de l'Assemblée mais de façon peu marquée (63% des proches de LFI, 60% des proches du PS et 54% des Écologistes).

Une perspective de dissolution toujours présente dans l'esprit des Français

La dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024 et la situation de blocage qui a suivi depuis a engendré un changement d'opinion chez les Français. Alors qu'ils jugeaient lors de la précédente législature que l'absence de majorité absolue au sein de l'Assemblée nationale était plutôt une bonne chose car elle permettait le dialogue pour aboutir à des compromis voire des coalitions, **ils sont une majorité depuis les élections législatives 2024 à considérer que c'est une mauvaise chose car cette situation ne permet pas au gouvernement de faire adopter les lois qu'il propose entraînant des blocages (54%), en particulier pour les sympathisants Ensemble (69%), LR (64%) et RN (59%).**

Cette situation de blocage, illustrée notamment par l'absence du vote de confiance à François Bayrou il y a moins d'un mois a ramené le spectre d'une nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale, alors qu'Emmanuel Macron dispose de nouveau du droit de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer de nouvelles élections législatives. Les Français se montrent plutôt partagés quant à l'utilisation que doit en faire le président de la République, 53% considérant qu'Emmanuel Macron doit exercer son pouvoir de dissolution au cours des 6 prochains mois contre 45% qu'il ne doit pas l'exercer, une perspective qui réjouit majoritairement les sympathisants du RN (70%, +17 points depuis novembre 2024) et de la France Insoumise (69%, +7) et qui refroidit en revanche les proches des Écologistes (39%, -17), et de Ensemble (33%, -14) tandis que les proches des LR (49%, -2) et des socialistes (47%, -7) restent partagés.

Pour autant, **moins de quatre Français sur dix (37%) anticipent qu'Emmanuel Macron va dissoudre l'Assemblée nationale au cours des six prochains mois**. Ils étaient pourtant 44% en novembre 2024 à considérer qu'il l'utiliserait lors de l'été 2025. De manière homogène cette fois-ci, les sympathisants d'aucune famille politique n'anticipent majoritairement une dissolution.

Enfin, en demandant aux Français de se projeter vers de nouvelles élections législatives, seuls 4 sur 10 (43%, stable) souhaiteraient voir Renaissance et ses mouvements alliés (MoDem, Horizons) obtenir une majorité relative ou absolue à l'Assemblée nationale, contre 55% souhaitant une cohabitation. Une position largement partagée par l'ensemble des proches de formations politiques d'opposition, à un niveau proche de celui mesuré déjà il y a un an. Notons par ailleurs qu'à l'heure actuelle seuls 44% des proches de l'ancienne majorité présidentielle souhaiteraient que leur formation obtienne une majorité absolue à l'Assemblée nationale, un niveau en légère hausse sur un an mais un regard toujours partagé sur cette question de majorité à l'Assemblée nationale.

Les Français se montrent ouverts à ce que les initiatives citoyennes puissent aboutir au retrait de certaines lois

L'actualité récente a été marquée par de nombreuses initiatives citoyennes : la pétition contre la Loi Duplomb et ses 2 millions de signatures et la mobilisation « Bloquons tout » du 10 septembre ont notamment émaillé l'actualité médiatique estivale et de la rentrée. Interrogés sur les propositions issues de ces mouvements, **7 Français sur 10 considèrent aujourd'hui que ces propositions sont mal prises en compte par les parlementaires (69%)**, une opinion qui traverse l'ensemble des familles politiques et qui est partagée notamment par les proches des formations du « socle commun » : seuls 30% des proches Ensemble et 35% des sympathisants LR estiment que ces propositions sont bien prises en compte.

Bien que cela ne soit pas à l'ordre du jour du Parlement actuellement, **8 Français sur 10 (78%) se déclarent aujourd'hui favorables à ce qu'une pétition ayant obtenu un certain nombre de signatures puisse obtenir l'organisation d'un vote au Parlement (et donc un éventuel retrait), y compris pour une loi déjà adoptée par le Parlement**. Une opinion partagée auprès de l'ensemble des familles politiques bien que les proches d'Ensemble se montrent un peu plus réservés (61%).

Dans le détail, l'introduction d'une telle mesure permettrait notamment **selon les Français d'offrir un moyen d'expression aux citoyens face à des mesures impopulaires (75%), de renforcer la démocratie en donnant plus de pouvoir aux citoyens (72%) et en constituant un contre-pouvoir face aux élus (71%)**. Une proportion un peu moindre de Français avance tout

de même qu'un tel dispositif pourrait favoriser une montée des tensions sociales et politiques (59%), qu'il risquerait de bloquer le fonctionnement des institutions démocratiques (52%) et qu'il pourrait créer une instabilité législative nuisible à l'économie et aux investissements (52%).

Il est intéressant de relever que **les sympathisants Ensemble et des LR, tout en se positionnant plutôt majoritairement sur les dimensions négatives d'une telle évolution, reconnaissent également majoritairement que cela offrirait un moyen d'expression aux citoyens face à des réformes impopulaires (respectivement 67% et 74%)**, tandis que les proches de formations politiques de gauche et du RN attribuent dans l'ensemble majoritairement des conséquences positives à cette perspective.

Contact

Jean-Daniel Lévy

Directeur délégué – Toluna-Harris Interactive
jdlevy@toluna.com

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que la méthode d'enquête, les dates de réalisation, la taille de l'échantillon, le nom de l'institut – Toluna Harris Interactive – et le commanditaire.

À propos

Toluna - Harris Interactive, partenaires des études agiles pour penser le monde de demain.

Toluna révolutionne le monde des insights consommateurs et citoyens en combinant technologie innovante et accès direct en temps réel à la plus grande communauté mondiale dédiée aux études.

Harris Interactive regroupe les meilleurs experts et accompagne tous types de clients à prendre les bonnes décisions, avec un temps d'avance.

Méthodologie : Enquête réalisée par Toluna Harris Interactive en ligne du 26 au 30 septembre 2025. Échantillon de 1 065 personnes, représentatif des Français âgés de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).